

Le chemin de croix de Duhalde

Argentine : entre FMI et nouvelle révolte

Le président Duhalde, bien décidé à se plier au Fonds monétaire international, se lamente sur la "lourde croix "qu'il lui incombe de porter. Comme s'il ne l'avait pas lui-même choisie. Il se plaint amèrement que, chaque fois qu'il est prêt à "marquer le but "demandé par le FMI, les Yankees lui déplacent la "cage" en exigeant de nouvelles conditions. Il dit qu'il se sent bien "seul". Pourtant, un fonctionnaire du Département d'Etat américain s'est réuni avec les chefs des forces de répression - armée, gendarmerie et police - pour évaluer leur capacité d'action au sein des convulsions sociales et le peuple rejette tout cela ouvertement.

Le chemin s'est scindé en deux : Duhalde, les sénateurs et députés de tous les vieux partis ont choisi depuis longtemps la voie dictée par le FMI ; les travailleurs et le peuple ont pris la voie d'une nouvelle indépendance. Ceci mène à une nouvelle révolte populaire jalonnée de luttes quotidiennes qui est en train de pulvériser le faible appui parlementaire sur lequel comptait le président.

Certain que le gouvernement Duhalde est à la dérive, le pays se pose plusieurs questions. Parmi elles, pourquoi le FMI continue-til de tirer sur la corde si cela peut provoquer un nouvel éclatement ? Les médias avancent comme réponse que, bien que le Fonds monétaire serre la vis jusqu'à l'étouffement, on ne peut rompre avec lui " pour ne pas rester hors du monde ". Mais justement, la réponse est totalement contraire à celle que proposent les médias et les vieux dirigeants. Si le Fonds serre la vis, c'est parce qu'il sait que Duhalde comme les autres politiciens du système sont disposés à céder, même si cela les conduit à l'abîme.

Comme ils savent qu'il ne peut pas durer, que le peuple répondra avec une nouvelle rébellion, ils tentent de préparer une issue électorale, pensant récupérer une partie du soutien perdu. Les présidentiables commencent à chauffer le moteur, comme Reutemman, De la Sota ou López Murphy. Mais ils ne se décident pas à s'engouffrer dans l'issue. Ils ont peur du résultat et le FMI lui-même conseille de ne pas organiser d'élections.

Un plan d'urgence pour sortir le pays de la crise

Pendant ce temps, les luttes ne connaissent pas de répit. Les fonctionnaires, les chômeurs, les travailleurs du privé commencent à chercher un cap vers la construction d'une nouvelle direction. Des exemples viennent renforcer cette recherche, comme les cheminots de Haedo, les travailleurs de la construction de Neuquén ou ceux du textile à Brukman. Ces travailleurs et leurs directions ne s'arrêtent pas aux revendications partielles. Les cheminots de Haedo, par exemple, ont commencé une campagne nationale pour la renationalisation du chemin de fer. Ils participent aux assemblées de quartier issues des 19 et 20 décembre, aux mouvements de chômeurs et d'étudiants. C'est un processus qui mûrit. Les assemblées en sont un exemple. Beaucoup avaient parié sur la mort de cette nouvelle sorte d'organisation, mais le 1er mai celles-ci ont réussi le rassemblement le plus massif des dix dernières années. Nous aurons le 29 mai une nouvelle occasion de frapper le gouvernement, dans l'unité, pour imposer par la lutte une issue de fond pour le pays.

Dehors Duhalde et le FMI! Qu'ils s'en aillent, tous! Préparons un gouvernement des travailleurs, des assemblées de quartier et de la gauche pour appliquer un plan d'urgence ouvrier et populaire capable de sortir le pays de la crise.

Débâcle des vieux partis

Parallèlement au mûrissement de nouveaux dirigeants et organisations qui surgissent, une tâche prioritaire se pose aux militants, celle de la construction d'une alternative politique. Le processus ouvert les 19 et 20 décembre ne s'est pas arrêté, il avance toujours, détruisant sur son passage tous les vieux partis qui étaient les piliers de cette démocratie pour riches. Du radicalisme, du péronisme, du Frepaso... il ne reste plus que des coquilles vides. Il est intéressant de voir comment ils perdent jusqu'au nombre de mètres carrés qu'ils occupaient. En effet, selon une enquête du quotidien La Nación, dans la capitale fédérale, les locaux du Parti justicialiste, de l'UCR et du Frepaso ont été réduits d'un tiers par rapport à décembre 2001. Citons ainsi Oscar Vásquez, un militant du Parti radical dont le local est situé dans le quartier de Villa Crespo. Il avoue que sur les quinze locaux de son parti existant en décembre, il en reste à peine huit et qu'en plus, ils ne sont consacrés qu'à des activités à caractère social. Il déclare : " Depuis la chute de De la Rúa, nous donnons à notre comité local un caractère moins politique. Nous y sommes contraints pour que les gens viennent à nous. " Pendant ce temps, les locaux de la gauche se multiplient, tout comme sa capacité de mobilisation et la sympathie dont ils sont l'objet au sein de la population. Ces mêmes secteurs, qui commencent à rejoindre la gauche, expriment une demande que le MST-IU partage. Ils demandent l'unité. l'unité de tous ceux qui veulent suivre la voie de la rupture avec le FMI et chercher une issue pour les travailleurs et le peuple. l'unité pour renforcer le surgissement de nouveaux dirigeants et le mûrissement des nouvelles organisations. l'unité pour une issue politique positive face à la débâcle des vieux partis. C'est une tâche réalisable, à portée de main.

Modifié le mercredi 22 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Argentine



« La victoire de la légalisation de l'avortement renforce toutes les luttes de genre »

Le 30 décembre dernier, la légalisation de l'avortement, qui a été l'objet d'une lutte acharnée des femmes argentines depuis des décennies, a été votée par le Sénat argentin. C'est une...



Alternativa Socialista 775

Tareas para el año que comienza Las dos crisis. Para hacer un balance del año que termina no puede pasarse por alto que estuvo marcado por dos crisis de magnitude históricas. La sanitaria... >>



Le vent de la révolution souffle sur le monde

La situation mondiale vit un changement évident, avec des explosions, des révoltes et des révolutions. Ses causes, ses caractéristiques, ses défis. >>





En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>



Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>



Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accentue en raison d'une inflation à 40 %: Des dizaines de milliers d'Argentins... \Rightarrow